

Un avocat lance la campagne internationale #CristinaLibre

Image not found or type unknown

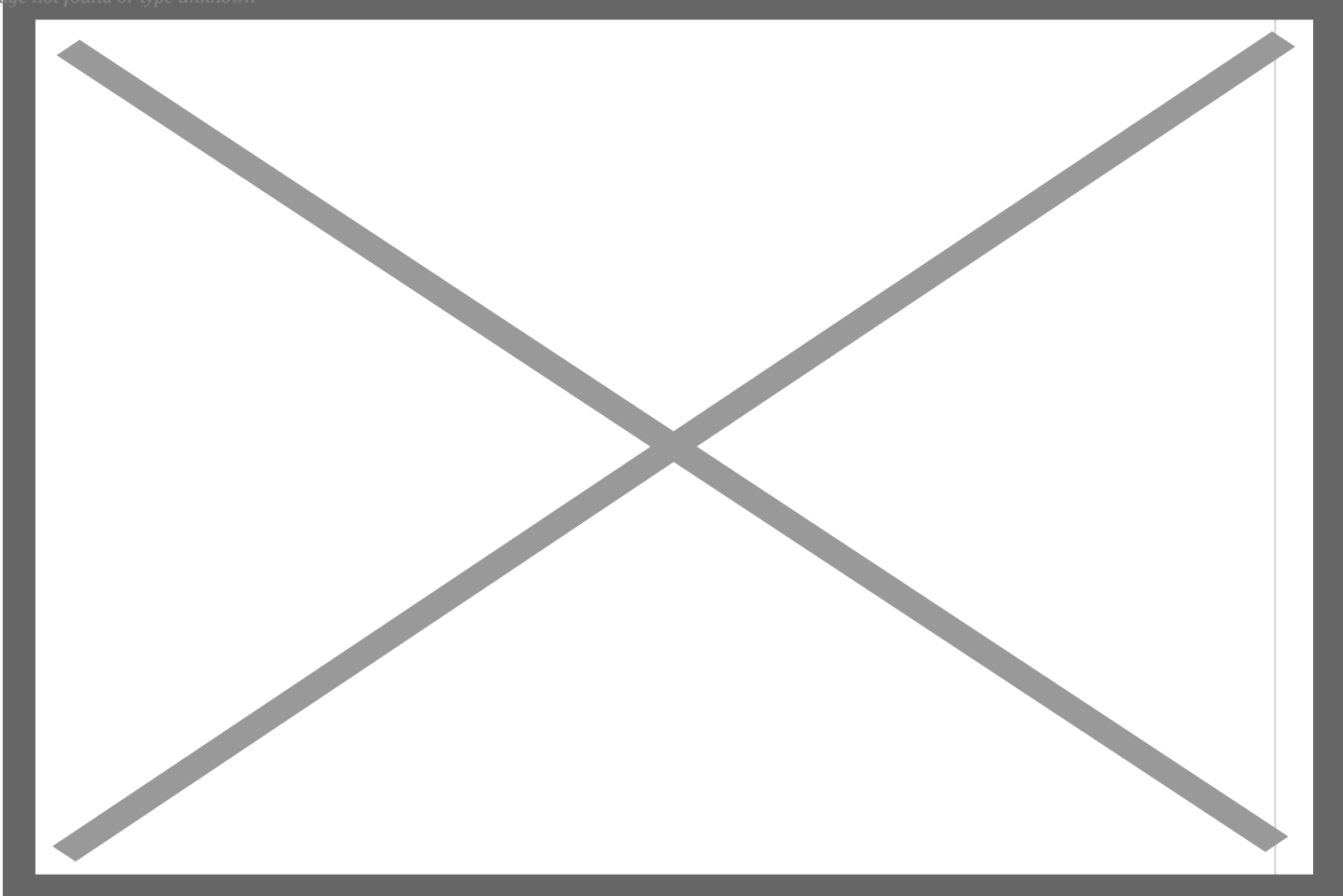


Photo tirée de Prensa Latina

La Havane, 13 juin (RHC) L'avocat Gregorio Dalbón, l'un des défenseurs de l'ancienne présidente argentine Cristina Fernández, a lancé une offensive juridique et politique qui comprend des plaintes devant les tribunaux internationaux, ainsi que la campagne mondiale #CristinaLibre qui se poursuit aujourd'hui en Espagne.

Au cours de la campagne qui a débuté mercredi sur la Plaza Callao à Madrid, le juriste parcourra les villes, les forums internationaux, les rédactions et les parlements pour dénoncer ce qu'il a qualifié de «

rupture de l'État de droit en Argentine », a-t-il expliqué jeudi sur ses réseaux sociaux.

Dalbón, qui a déjà saisi la Cour pénale internationale, a affirmé que la décision de la plus haute juridiction argentine « n'est pas la fin du chemin », mais « le point le plus grossier et le plus brutal d'une persécution politique, judiciaire et médiatique qui sera démantelée par le droit », a-t-il souligné.

Il a affirmé avoir déjà pris une mesure préliminaire pour demander la révision de la condamnation de l'ancienne présidente devant les organismes internationaux, et a informé la Cour internationale de La Haye qu'il existait une condamnation d'une présidente de la Nation.

Il a également averti l'organisme international que « la procédure régulière n'est pas respectée, que les avocats ni Cristina elle-même ne sont pas informés ». La Cour interaméricaine de justice a également été informée, a-t-il ajouté.

Dans ce contexte, il a assuré qu'il existait des outils juridiques concrets pour annuler ce qu'il qualifie de « condamnation politique » et a directement fait référence à l'article 366, alinéa f) du Code de procédure pénale fédéral, qui permet la révision d'un jugement lorsque des organismes internationaux de défense des droits de l'homme détectent des violations du droit à un procès équitable.

« Tous les droits humains ont été violés », a déclaré Gregorio Dalbón, qui se trouve actuellement en Espagne. Il a évoqué la saisine de la justice internationale, affirmant que « s'ils demandent la révision de la condamnation, les autorités nationales devront s'y conformer et rendre un nouveau jugement conforme au droit ».

« Nous allons suivre cette voie car tous les droits humains ont été violés. Il ne manque plus qu'ils veuillent violer son droit à la dignité et à être traitée comme il se doit », a-t-il souligné dans des déclarations à la chaîne d'information C5N.

Le tribunal qui l'a jugée et dont le verdict a été confirmé par les trois juges de la Cour suprême de justice argentine l'a convoquée mercredi prochain au tribunal de Comodoro Py à Buenos Aires pour être arrêtée et emmenée en prison. Son avocat, Carlos Balderi, a demandé le bénéfice de l'assignation à résidence, une procédure qui sera débattue pendant qu'elle est en prison.

L'avocat Dalbón a évoqué la possibilité que la cour refuse à l'ancienne présidente le bénéfice de l'assignation à résidence, « ce qui est habituellement le cas, si vous avez plus de 70 ans et que vous n'êtes pas un génocidaire, vous pouvez purger votre peine à votre domicile ».

Dalbón a mis en garde les militants contre toute humiliation à son égard, car cela reviendrait à humilier le peuple. « Cela concerne toutes les personnes qui pensent et ressentent pour Cristina un amour, une passion et une conviction politique qui persistent encore dans le pays », a-t-il déclaré. (Source : Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/384936-un-avocat-lance-la-campagne-internationale-cristinalibre>



Radio Habana Cuba